

APRÈS LES ÉLECTIONS VOLÉES PAR MACRON POUR LES COMMUNISTES, C'EST CLAIR:

NOUS NE LÂCHERONS RIEN

(Voir en page 3)



IMPÔTS LOCAUX

+ 90% pour la taxe sur les ordures ménagères

SOMMAIRE

- ◆ Pages 1 & 3
 - ◆ *Nous ne lâcherons rien*
- ◆ Page 2
 - ◆ *+ 90% pour la taxe*
 - ◆ *Pour que notre Poste reste ou-verte*
- ◆ Page 4
 - ◆ *Pour que Palestiniens et Israéliens vivent en paix*
 - ◆ *Non au pillage des ressources du Sahara Occidental*

Taxes foncières 2024	Commune	Syndicat de communes	Inter communalité	Taxes spéciales	Taxe ordures ménagères	Taxe GEMAPI	Total des cotisations	
Taux 2023	31,98 %	%	6,00 %	0,58 %	4,04 %	0,151 %		
Taux 2024	30,98 %	%	6,00 %	0,587 %	7,52 %	0,144 %		
Adresse	RUE [redacted]							
Base	3722		3722	3722	3722	3722		
Cotisation	1153		223	21	280	5	1682	
Cotisation lissée								
Adresse	[redacted] 2022							
Base								
Cotisation								
Cotisation lissée								
Cotisation 2023	1146		215	21	145	5		
Cotisation 2024	1153		223	21	280	5	1682	
Variation	+0,61 %	%	+3,72 %	0 %	+93,10 %	0 %		
	Commune	Syndicat de	Inter	Taxe	Taxes	Chambre	Taxe	Total des

Cette augmentation frappe uniquement les locataires et les propriétaires qui occupent leur logement sans prise en compte de leurs revenus

(Suite en page 2)

**MOINS DE SERVICES RENDUS MAIS ...
+ 90% POUR LA TAXE DES ORDURES MÉNAGÈRES**

Taxes foncières 2024		Commune	Syndicat de communes	Inter communalité	Taxes spéciales	Taxe ordures ménagères	Taxe GEMAPI	Total des cotisations	
Taux 2023		31,98 %	%	6,00 %	0,58 %	4,04 %	0,151 %		
Taux 2024		30,98 %	%	6,00 %	0,587 %	7,52 %	0,144 %		
Propriétés bâties	Adresse	RUE							
	Base	3722		3722	3722	3722	3722		
	Cotisation	1153		223	21	280	5	1682	
	Cotisation lissée								
	Adresse								
	Base								
Cotisation									
Cotisation lissée									
Cotisation 2023		1146		215	21	145	5		
Cotisation 2024		1153		223	21	280	5	1682	
Variation		+0,61 %	%	+3,72 %	0 %	+93,10 %	0 %		
		Commune	Syndicat de	Inter	Taxe	Taxes	Chambre	Taxe	Total des

**LA DROITE LOCALE A MENTI
AUX MANTAIS**

L'année dernière, elle annonçait qu'elle compenserait cette hausse par une baisse de 1% des taux votés par la commune. C'était trompeur: on a baissé le taux d'imposition communal de 1% alors que la réévaluation des bases est de 3,8% cette année. Aucune compensation donc puisque l'impôt communal augmente également. **C'était bien un marché de dupes !**

**LA GPSEO. UNE GESTION
CALAMITEUSE**

Cette communauté urbaine imposée par Pierre Bédier et dirigée successivement par Raphaël Cognet puis Cécile Zammit-Popescu n'a jamais rien apporté aux Mantais. Bien au contraire, elle s'est traduite par moins de services rendus, une voirie de plus en plus mal entretenue, des moyens en baisse pour la culture et le sport, la gestion de l'eau abandonnée aux multinationales.

Elle a par contre servi à financer à coups de millions d'euros de multiples opérations immobilières et spéculatives, la casse des logements sociaux et l'arrivée d'Eole alors que ce n'est pas de sa compétence.

Ruinée littéralement par une telle politique, elle a créé une nouvelle taxe foncière en 2022 puis cette année elle a doublé la taxe sur les ordures ménagères.

Les Mantais n'en finissent pas de payer cette politique qui ne leur fait jamais la part belle.

Marc Jammet

Cette augmentation ment ou les sociétés frappent uniquement les HLM qui vont récupérer locataires et les propriétaires qui occupent leur logement sans prise en compte de leurs revenus. Par contre aucune augmentation pour les propriétaires qui ont mis leurs logements en loge-

Il s'agit d'une injustice flagrante car il ne s'agit pas d'instaurer un meilleur service rendu. Au contraire ces dernières

années on a vu nos poubelles moins souvent ramassées et les collectes de verre, d'encombrants et de déchets verts réduits. Le tout sans qu'on cherche de solutions sérieuses pour réduire le volume de déchets produits sur la GPSEO.

GASSICOURT

**POUR QUE NOTRE POSTE
RESTE OUVERTE**



Si on la laisse faire La Poste prévoit la fermeture du bureau en début d'année pro-

chaîne ... sous prétexte que ce dernier ne serait plus « rentable ».

Ce n'est qu'un prétexte car les chiffres présentés par La Poste sont faussés: depuis le 1^o janvier ce bureau n'est plus ouvert que le matin quatre jours en semaine et les fermetures intempestives se sont multipliées. De plus La Poste bénéficie d'allègements

d'impôts et d'une subvention publique de 177 millions d'euros à l'année.

En fait c'est bien le service public qui est mis en cause avec son rôle de conseil, d'accessibilité en commençant par les personnes âgées, de confidentialité garantie, de créations d'emplois pour remplir sa mission.

Au lieu de cela La Poste vient de payer 724 millions d'euros de dividendes à ses actionnaires !

Les communistes avec d'autres se prononcent contre la fermeture de ce bureau et son retour à une agence de plein exercice: ouverte matin et après-midi en semaine et le samedi matin, avec le maintien du service bancaire et des distributeurs automatiques.

APRÈS LES ÉLECTIONS VOLÉES PAR MACRON

POUR LES COMMUNISTES, C'EST CLAIR:

NOUS NE LÂCHERONS RIEN

Après la décision « personnelle » de Macron de dissoudre l'Assemblée Nationale, il lui a fallu deux mois après les résultats des élections législatives pour fomenter un coup de force antidémocratique en bafouant le résultat des urnes.

En nommant Premier Ministre Michel Barnier, un politique à la longue carrière à droite (ancien ministre de Nicolas Sarkozy et commissaire européen promoteur de l'idéologie libérale majoritaire), le Président fait le choix de gouverner avec la droite au profit des marchés financiers !

Depuis 2017, les politiques menées par Macron et ses gouvernements successifs ont saigné les recettes de l'Etat avec les centaines de milliards d'euros de cadeaux fiscaux au capital. Résultat : vente à la découpe des services publics, désindustrialisation de la France et smicardisation de l'échelle des salaires.

A DROITE TOUTE AVEC LA COMPLICITÉ DU RASSEMBLEMENT NATIONAL

A droite toute ! La politique d'austérité annoncée est un signe fort à l'opposé des attentes du peuple, avec la complicité d'un parti qui retrouve son positionnement sur l'échiquier politique à droite : le Rassemblement national. Il a d'ores et déjà annoncé qu'il ne censurerait pas le gouvernement.

IL N'Y A PAS DE FATALITÉ À CETTE SITUATION.

Une majorité nette pour le Nouveau Front Populaire aux législatives aurait changé la donne.

VOUS POUVEZ COMPTER SUR LES COMMUNISTES

Les communistes, comme ils l'ont toujours fait dans les périodes les plus noires, vont poursuivre le combat pour gagner les mesures d'urgence attendues par le pays : abrogation de la réforme des retraites, augmentation des salaires et pensions, amélioration des conditions de travail et nouveaux droits pour les salariés, réindustrialisation et développement de l'emploi et des services publics... Cela passe par une tout autre utilisation de l'argent pour répondre aux besoins.

Cela ne doit pas s'arrêter là. Aujourd'hui, le capitalisme mène des guerres tous azimuts et génère l'austérité pour les peuples pour asseoir sa domination. Pour construire une société, un monde dans lequel la mondialisation capitaliste n'a plus lieu d'être, le Parti Communiste Français est déterminé.

C'est le sens de l'engagement des communistes, là où ils sont élus – comme à l'Assemblée nationale – pour proposer des lois de justice sociale.

Mais c'est aussi la force militante dans les quartiers, les entreprises pour analyser ce qui est à l'œuvre, proposer des choix politiques alternatifs avec pour boussole une société où progrès social rime avec paix.

Pour donner plus d'audience à ces exigences, vous pouvez participer, renforcer et adhérer au Parti Communiste Français. Vous y avez toute votre place.

Armelle Hervé

LE GROUPE COMMUNISTE À L'ASSEMBLÉE NATIONALE

Yannick Monnet (Allier) - **Nicolas Sansu** (Cher) - **André Chassaigne** (Puy-de-Dôme) - **Edouard Bénard** (Seine Maritime) - **Jean-Paul Lecoq** (Seine Maritime) - **Elsa Faucillon** (Hauts-de-Seine) - **Stéphane Peu** (Seine-Saint-Denis) - **Soumya Bourouaha** (Seine-Saint-Denis) - **Emmanuel Maurel** (Val d'Oise) - **Marcellin Nadeau** (Martinique) - **Jean-Victor Castor** (Guyane) - **Davy Rimane** (Guyane) - **Karine Lebon** (La Réunion) - **Emeline K/Bidi** (La Réunion) - **Frédéric Maillot** (La Réunion) - **Emmanuel Djibaou** (Nouvelle Calédonie/Kanakie) - **Moreana Reid Arbelot** (Polynésie française)

Contacts

==> Permanence tous les lundis de 18h00 à 20h00, Maison Mandela 9 rue Debeaumarché 78711 Mantes-la-Ville (à côté de la salle Jacques Brel)

==> PCF Mantes-la-Jolie, boîte postale 71524 78205 Mantes-la-Jolie cedex

==> pcfmlj@orange.fr

==> www.pcfmanteslajolie.fr

==> Et aussi sur Facebook et sur Twitter

Agissons pour que Palestiniens et Israéliens vivent en paix



Depuis plus de 10 mois, la destruction d'un peuple tout entier se déroule sous nos yeux ! Au lieu de regarder ailleurs, la France devrait se demander comment l'histoire jugera son comportement et celui des

Occidentaux vis-à-vis de la guerre à Gaza.

Les représailles israéliennes ont évolué à une vitesse sans précédent, dans une violence extrême, rarement atteinte dans l'histoire. Les actes commandités par le régime d'extrême droite de Benyamin Netanyahu sont toujours plus ignobles. Une terrible spirale destructrice ! Tout a été détruit : les maisons, les hôpitaux, les écoles, les familles. On estime à 40 860 le nombre de tués dont 14 100 enfants ; 94 398 personnes blessées dont plus de 12 000 enfants. Plus de 10 000 personnes portées disparues. Un enfant est tué ou blessé toutes les 10 minutes. Et ceux qui survivent aux bombes risquent de mourir de faim, de soif, ou faute de soins. La situation est insoutenable.

À Gaza, l'escalade vengeresse s'est transformée en nettoyage ethnique. Début 2024, la Cour internationale de

justice a pourtant ordonné à Israël de prendre des mesures conservatoires afin de prévenir le génocide contre les Palestiniens à Gaza.

Au lendemain du 7 octobre 2023, les communistes ont condamné l'attaque terroriste perpétrée par le Hamas sur les civils israéliens. Dans le même temps, nous avons déclaré que l'horreur de ces vies brisées ne pouvait en aucun cas justifier la folle vengeance de Netanyahu.

Dès le début, comme nous l'avons maintes fois demandé, la France aurait dû réagir avec fermeté et lancer une initiative diplomatique forte pour imposer le respect du droit et mettre fin à soixante-quinze ans de duplicité de la communauté internationale sur la question palestinienne.

Nous rappelons la proposition de résolution déposée par le PCF à l'Assemblée nationale en avril 2023 « réaffirmant la nécessité d'une solution à deux états et condamnant l'institutionnalisation par l'état d'Israël d'un régime d'apartheid consécutif à sa politique coloniale ».

La France doit reprendre le flambeau de la paix qu'elle a abandonné depuis tant d'années.

Françoise Gegot

SAHARA OCCIDENTAL

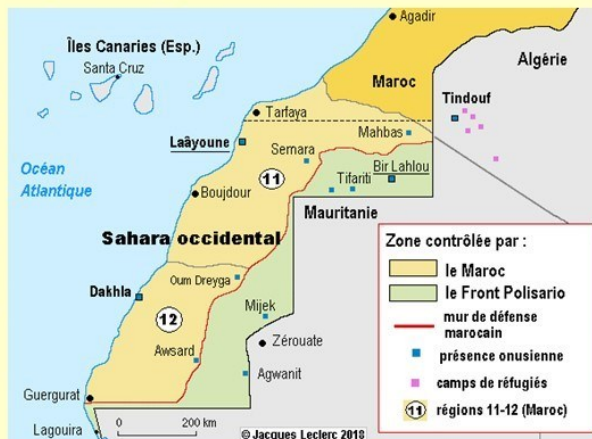
Non au pillage des ressources

Dans les médias français, la question du Sahara Occidental se résume bien souvent à un conflit de territoire, entre le Maroc et les « indépendantistes, du Front Polisario soutenus par l'Algérie ».

Alors qu'il s'agit d'une question de décolonisation entravée par le Maroc qui occupe militairement près de 80% de ce territoire non autonome, dont l'Espagne demeure la puissance administrante.

Le Front Polisario est un mouvement de libération national créé en 1973 sous la colonisation espagnole. L'ONU le reconnaît comme seul représentant légitime du peuple sahraoui.

La France soutient militairement la colonisation marocaine et déploie à son service sa diplomatie au sein des



instances internationales. Au Conseil de sécurité elle s'oppose à ce que la MINURSO soit dotée d'un mandat de surveillance des droits humains.

Le soutien explicite du président Macron au « plan d'autonomie » préconisé par le Maroc (qui consiste à transformer notre pays en province marocaine), ne change pas la mis-

sion de l'ONU en charge de la décolonisation. Celle-ci rappelle « qu'il est possible de parvenir à une solution politique juste et durable mutuellement acceptable et garantissant au peuple sahraoui son droit à l'autodétermination »

Le parti communiste français, les Verts, ainsi que le parti socialiste et plusieurs organisations ont signifié leur désaccord avec la position de Macron, qui est contraire aux arrêts de la cour européenne de Justice et au droit international, notamment le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes.

Didi Ahmed